

Comptes annuels

France Active

3 rue Franklin

93100 Montreuil

0153242626

Du 01/01/2023 **au** 31/12/2023

Sommaire

Page de garde FA

FA Introduction

Bilan Actif

Bilan Passif

Compte de résultat

Compte de résultat suite

Annexes

Page de garde ANNEXES

Immobilisation

Amortissements

Immobilisation Financière

Provisions

Etat des échéances des créances et des dettes

Charges à payer

Produits à recevoir

Charges et produits constatés d'avance

Variation FA et autres fonds P1

Variation FA et autres fonds P2

Variation fonds dédiés

Tableau des subventions d'investissements

Charges et Produits exceptionnels

Tableau des ressources

Hors Bilan

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS ARRETES AU 31/12/23

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2023 dont le total est de 56 765 798 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 415 964 euros avant affectation.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.

==--==--==--==

BILAN ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	8 071 527	5 815 506	2 256 020	2 926 064
Immobilisations incorporelles en cours	902 569	22 430	880 139	303 603
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Immobilisations corporelles en cours				
Autres	739 604	188 234	551 370	631 876
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	7 387 783		7 387 783	7 262 951
Autres titres immobilisés	457		457	457
Prêts	20 925		20 925	20 925
Autres	14 529 425	2 545 983	11 983 442	15 042 618
TOTAL I	31 652 290	8 572 153	23 080 137	26 188 494
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	2 854 836		2 854 836	947 595
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	14 405 730		14 405 730	15 563 014
Valeurs mobilières de placement	8 267 294	(24 916)	8 292 210	5 232 620
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	7 796 671		7 796 671	9 772 392
Charges constatées d'avance	336 214		336 214	270 556
TOTAL II	33 660 745	(24 916)	33 685 661	31 786 177
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	65 313 035	8 547 237	56 765 798	57 974 671

BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	3 702 098	3 702 098
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires	19 767 636	18 524 906
Fonds propres complémentaires	17 031	17 031
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	9 414 518	9 103 781
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	4 990 776	5 008 282
Excédent ou déficit de l'exercice	415 964	293 231
Situation nette (sous total)	38 308 023	36 649 330
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	512 519	645 056
Provisions réglementées		
TOTAL I	38 820 541	37 294 386
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	2 217 670	1 408 388
Provisions pour charges	36 358	42 824
TOTAL III	2 254 028	1 451 212
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		801
Emprunts et dettes financières diverses	395 788	395 788
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	267 408	374 670
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	213 835	267 757
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	8 638 928	12 495 437
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	6 175 269	5 694 619
TOTAL IV	15 691 229	19 229 073
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)	56 765 798	57 974 671

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	22 520	22 550
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	604 661	723 377
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	11 030 189	11 812 312
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	786 620	1 450 607
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	6 465	
Utilisations des fonds dédiés		100 000
Autres produits	3 925 895	3 581 834
TOTAL I	16 376 350	17 690 680
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	7 530 530	7 126 934
Aides financières	6 217 342	8 271 318
Impôts, taxes et versements assimilés	75 081	74 307
Salaires et traitements		
Charges sociales		125
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 113 060	1 028 658
Dotations aux provisions	736 950	3 943
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	205 436	770 872
TOTAL II	15 878 398	17 276 157
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	497 952	414 523
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	241 078	118 509
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	1 339 611	1 500 818
Différences positives de change	0	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	1 580 689	1 619 327
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	1 456 226	1 225 467
Intérêts et charges assimilées	224 222	450 226
Différences négatives de change	717	1
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	1 681 166	1 675 693
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	(100 476)	(56 366)

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	397 475	358 157
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	132 538	61 390
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	132 538	61 390
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	6 000	40
Sur opérations en capital	23 208	34 713
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	29 208	34 753
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	103 330	26 637
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	84 842	91 563
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	18 089 578	19 371 397
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	17 673 614	19 078 166
EXCEDENT OU DEFICIT	415 964	293 231
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	220 655	
Bénévolat	11 458	11 333
TOTAL	232 113	11 333
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature	(220 655)	
Personnel bénévole	(11 458)	(11 333)
TOTAL	(232 113)	(11 333)

I. INFORMATIONS GENERALES - FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

1.1 Présentation de l'objet social de l'association

L'association a pour objet de donner aux entrepreneurs engagés au service de l'utilité sociale, de l'emploi et des territoires, les moyens de créer et de développer leur projet.

L'association participe ainsi au développement de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire.

L'association anime le réseau France Active, composé d'associations territoriales et de structures nationales qui contribuent, chacune dans le respect de leurs statuts et de leurs contraintes propres, à la réalisation de l'objet social de l'association.

L'apport des concours nécessaires à la réussite de ces initiatives s'appuie sur la confluence des compétences professionnelles et humaines des associations, des instruments financiers, des pouvoirs publics, des collectivités territoriales et leurs établissements publics.

1.2 Présentation de la nature et du périmètre des activités de l'association

L'activité principale de l'association France Active est l'accompagnement et l'expertise financière de projets économiques et d'utilité sociale menés pour des personnes morales ou physiques relevant de son public cible.

Cette activité d'intérêt général intègre, pour les bénéficiaires des actions associatives, la recherche et la mise en place de financements qui permettront de faire naître ou de développer les projets (via des outils financiers solidaires adaptés : Garantie pour l'octroi de prêts bancaires, Contrats d'apport pour les structures associatives d'utilité sociale...).

France Active initie ses outils d'intervention financière puis les déploie au sein de son réseau. Les comptes annuels de l'association sont donc fortement impactés par les relations que l'association entretient avec son réseau (associations indépendantes dites Associations Territoriales, AT).

Pour mener à bien son projet associatif, France Active a créé des outils juridiques et techniques, les sociétés FAG, FAI et l'association FAFI.

A noter par ailleurs qu'elle bénéficie de la mise à disposition du personnel du groupement d'employeurs France Active (GEFA) dont elle est l'un des membres.

Traduction comptable au bilan

Les outils financiers d'intervention de France Active (directs ou via les AT) figurent à l'actif du bilan au poste « Immobilisations financières ».

Les ressources obtenues pour financer ces outils figurent au passif du bilan en fonds propres en fonction de la nature du financement (subventions, apports affectés alloués par les partenaires

publics et privés de l'association). Ce mode de comptabilisation permet de présenter une structure de bilan cohérente et équilibrée.

Les dispositifs d'accompagnements partenariaux nationaux ou locaux gérés pour le compte des partenaires publics figurent en autres dettes (ou autres créances), les flux financiers reversés aux tiers bénéficiaires étant inscrits dans des comptes de tiers 46.

Traduction comptable au compte de résultat

Les interventions financières de l'association France Active auprès de son public sont gratuites. Les cotisations des associations territoriales pour la vie associative restent « symboliques ».

Les outils financiers sont développés et ne peuvent être renouvelés que grâce aux dotations des fonds que l'association sollicite et reçoit de ses partenaires publics et privés. Aussi, la stratégie de financement de France Active implique une recherche permanente pour l'octroi ou le renouvellement, par les partenaires, de fonds affectés aux outils financiers. Les financements ainsi obtenus font l'objet de conventions signées avec les partenaires qui souhaitent soutenir et développer les actions menées. Les fonds alloués à France Active sont souvent affectés à des outils financiers particuliers. Ainsi, il a été considéré que les financeurs ont un droit de reprise sur ces fonds qui serait déclenché par la cessation de l'affectation des sommes allouées à leur objet.

Compte tenu des modalités de mise en œuvre du projet associatif, des contraintes de fonctionnement, l'association France Active, sauf dispositions contractuelles contraires, n'a pas l'obligation de renouveler les outils financiers. Les subventions, les contrats d'apports et les autres fonds accordés pour ces outils sont alors regardés comme destinés à financer des biens financiers non renouvelables par l'association.

Le compte de résultat de France Active est donc principalement impacté par les expertises financières, les suivis opérationnels et administratifs liés aux outils financiers et par les risques découlant du non-respect des engagements pris vis-à-vis des partenaires financeurs.

Aussi, concernant les pertes et les provisions des outils financiers portés à l'actif du bilan de l'association France Active :

Lorsque l'outil est non renouvelable par l'association et financé par un fonds avec droit de reprise, le compte de résultat n'est pas impacté. L'irrécouvrabilité (perte) ou la dépréciation de l'outil financier inscrit à l'actif a pour contrepartie directe la consommation du fonds au passif, sans utilisation de comptes de charges (perte / dotation provision) ou de produits (reprise provision).

Lorsque l'outil financier est renouvelable par l'association (existence d'une disposition contractuelle spécifique) et/ou couvert par des financements sans droit de reprise, l'enregistrement des pertes et des provisions impacte le résultat de l'association France Active.

La partie 3 de l'annexe apporte toute information chiffrée relative aux pertes et aux dépréciations de l'exercice.

1.3 Faits majeurs de l'exercice

2023 est une année difficile pour la création d'entreprise. Après une sortie de la période Covid en 2022 qui a vu un grand nombre de projets éclore suite à une période d'attentisme, la création stagne en France, et de nombreuses TPE récentes ou agissant sur des marchés fragilisés cessent leur activité. Cet environnement de risques accrus durcit les conditions d'accès au crédit, en particulier pour les entrepreneurs accompagnés et financés par France Active.

Les entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire connaissent également des difficultés, particulièrement sensibles sur certains secteurs d'activité tels que le tourisme ou l'action sociale, alors que les dispositifs de soutien mis en œuvre durant la période Covid ont cessé.

Les partenaires de France Active (publics, Etat et Collectivité et Europe) doivent logiquement dans cette période faire des efforts budgétaires importants, et demandent avec une rigueur accrue de faire plus, à budget au mieux constant. Les ressources privées, en particulier celles issues de l'épargne sont également impactées par un environnement de taux peu favorable.

Dans ce contexte tendu, le réseau France Active a tenu sa place : un objectif atteint à plus de 90%, avec un ciblage encore cette année renforcé sur les créateurs les plus en difficulté et les entreprises ayant le plus d'impact social.

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1 Conventions Générales comptables appliquées

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions des règlements :

- ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général
- ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif complété par l'ANC n°2020-08

Son champ d'application est plus large que celui du règlement CRC n° 99-01 (art.111-1). Il comporte les dispositions communes à l'ensemble des entités du secteur non lucratif et des dispositions particulières pour certaines entités. Le nouveau règlement s'appliquera obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Hypothèses de base

- Continuité de l'exploitation ;
- Indépendance des exercices.

Permanence des méthodes

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

2.2 Informations à caractère fiscal

L'Association est soumise en partie aux impôts commerciaux uniquement sur le secteur lucratif correspondant aux refacturations intra-groupe et les prestations de formation. Pour ses activités d'utilité sociale et des conditions dans lesquelles ces dernières sont exercées, le SIE ne remet pas en question la non-lucrativité et donc la non-imposition aux impôts commerciaux.

La situation fiscale actuelle de l'association est la suivante :

Nature des impôts	Nature des déclarations à déposer
Impôt sur les sociétés au taux réduit	10% 15% et 24% sur certains produits financiers (Déclaration n°2070)
Impôt sur les sociétés au taux normal	Uniquement sur le secteur lucratif (refacturation et prestations)
Taxe à la Valeur Ajoutée	Soumise à la TVA sur le secteur lucratif et au prorata sur l'ensemble des dépenses

Taxe d'habitation	N/A
CVAE	N/A
CFE	En fonction de la superficie occupée par les sociétés de capitaux
Taxe d'apprentissage	N/A
Taxe sur la formation continue	N/A
Taxe sur les salaires	N/A

L'administration fiscale a considéré que France Active pouvait être considérée comme un organisme d'intérêt général et était en mesure de délivrer des reçus fiscaux ouvrant droit à réduction d'impôt pour ses donateurs.

La sectorisation de l'activité lucrative de gestion des titres

Afin de permettre la gestion de ses participations dans des structures commerciales, sans remise en cause de sa non-lucrativité, l'association a procédé à la sectorisation de la gestion de ses titres de participation. L'activité de gestion de titres n'étant pas prépondérante.

2.3 Informations attestant le respect des conditions fixées par l'agrément des entités solidaires

Au titre de l'article b) de l'article L. 443-3-1 du code du travail, l'association a demandé un agrément en qualité « d'entreprise solidaire ».

En application du dernier alinéa de l'article L. 443-3-1 du code du travail, il convient d'indiquer dans la présente annexe que les conditions fixées pour obtenir cet agrément sont toujours respectées à la fin de l'exercice (nature juridique de l'entité solidaire et niveau de rémunération).

III. NOTES SUR LE BILAN

3.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

✧ Cf. Tableaux des immobilisations et Tableaux des amortissements

RÈGLES COMPTABLES RELATIVES À LA DÉFINITION, À LA VALORISATION ET LA DÉPRÉCIATION DES ACTIFS :

Elles sont conformes aux récents règlements du Comité de la Réglementation Comptable.

ABSENCE D'IMMOBILISATIONS DÉCOMPOSABLES :

L'analyse de chaque catégorie d'immobilisations n'a pas fait ressortir d'immobilisations ayant un caractère décomposable, c'est-à-dire une immobilisation qui possède un ou plusieurs éléments significatifs dont la durée d'utilisation est différente de la structure principale de l'immobilisation.

OPTIONS PRISES POUR LE TRAITEMENT DES ACTIFS :

NATURE DES ACTIFS	ENTITE NON CONCERNEE (1)	INSCRIPTION À L'ACTIF	COMPTABILISATION EN CHARGES
Droits de mutation, honoraires, commissions ou frais d'actes sur immobilisations incorporelles et corporelles	X		
Droits de mutation, honoraires, commissions ou frais d'actes sur immobilisations financières	X		
Coûts de développement		X	
Coûts d'emprunt liés à l'acquisition d'actifs	X		
(1) : France Active n'était pas concernée par cette catégorie d'actif en 2010, l'option n'a pas été prise			

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

MODALITÉS D'AMORTISSEMENT RETENUES :

L'association ne dépassant pas les seuils de présentation simplifiée de l'annexe comptable (total du bilan, montant net des ressources, nombre moyen de salariés permanents employés au cours de l'exercice) et n'ayant pas d'immobilisations décomposables, il a été fait usage de la mesure de simplification comptable relative aux amortissements des immobilisations non décomposables. Cette mesure consiste à retenir, dans les plans d'amortissement de ce type d'immobilisations, la durée d'usage, au lieu de la durée réelle d'utilisation.

Par ailleurs, compte tenu de la politique d'utilisation maximale des immobilisations avec une mise au rebut des immobilisations obsolètes, des durées d'amortissements retenues, aucune valeur résiduelle n'a été prise en compte dans les bases d'amortissement.

Les amortissements pour dépréciation sont donc calculés suivant le mode linéaire (L) ou le mode dégressif (D). Conformément au Plan comptable, le mode linéaire a été appliqué à défaut d'un mode d'amortissement plus adapté. Les taux pratiqués sont les suivants :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	MODE (L/D)	DURÉE
Autres immobilisations incorporelles – Logiciels	L	1 à 5 ans
Installations générales agencements, aménagements divers	L	5 à 10 ans
Matériel de bureau	L	3 à 5 ans
Matériel informatique	D	3 à 5 ans
Mobilier	L	5 à 10 ans

Participations

✧ Cf. Tableaux des immobilisations financières

Le poste « Participations » comporte principalement, à la fin de l'exercice, les titres détenus dans le capital de la S.A.S. FRANCE ACTIVE INVESTISSEMENT et celui de la S.A. FRANCE ACTIVE GARANTIE.

Il convient de noter que la dotation de la Caisse des Dépôts et Consignations pour l'acquisition des titres de la S.A.S. FAI. figure en fonds associatif avec droit de reprise pour respecter les termes de l'acte. En revanche, les dons obtenus et affectés à l'acquisition de ces mêmes titres sont inscrits dans les fonds propres sans droit de reprise.

Lignes de Garanties

✧ Cf. Tableaux des immobilisations financières

GARANTIE FAG

La garantie FAG est un outil d'intervention qui a pour objectif de lutter contre l'exclusion bancaire via la mise en place de garanties d'emprunts. Les garanties sont proposées par France Active et un AT mais elles sont délivrées par la société FAG.

Cet outil est financé sur fonds propres ou via des subventions.

Les dotations versées par l'association France Active à la société FAG sont inscrites à l'actif en immobilisations financières. Les financements affectés sont inscrits au Passif en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

Pour permettre de traduire en comptabilité la situation juridique des engagements contractualisés auprès de FAG et des risques pris en matière de garanties, l'association France Active comptabilise en charges, les sinistres et les commissions BPI, provisionne les défaillances et constate les produits financiers générés par les dépôts auprès de FAG. Pour être cohérent avec l'inscription en immobilisations financières des dotations des lignes de garantie, les pertes et les dépréciations liées sont de nature financière.

GARANTIE FRANCE ACTIVE

L'outil « Garantie FA » a été mis en œuvre avant la création de la société FAG. Les garanties étaient directement délivrées par l'association France Active.

Les lignes de garanties sont mises en œuvre avec les AT et leurs partenaires. La co-dotation France Active est financée sur fonds propres. Les co-dotations des AT et de leurs partenaires sont inscrites au passif du bilan en compte 165 - Dépôts. Il n'y a aucune inscription à l'actif en immobilisations financières. La contrepartie est la trésorerie reçue et l'engagement hors bilan de FA (sa co-dotation).

L'annexe des comptes annuels fournit ci-après (en partie 3) une information sur les engagements hors bilan de France Active vis-à-vis des garanties accordées.

L'outil financier Garantie France Active est couvert par des financements propres, l'enregistrement des pertes et des provisions impacte le résultat de l'association France Active.

Dépôts de garantie locaux Montreuil

Nous avons versé un dépôt de garantie de 145 K € à la société IRAF pour les locaux de l'Association situés à Montreuil.

Contrats d'apports associatifs

✧ Cf. Tableaux des immobilisations financières

Le « Contrat d'Apport Associatif » est un outil d'intervention qui a pour objectif de renforcer les fonds propres d'associations d'utilité sociale créant ou pérennisant des emplois ... » (destiné à financer les investissements et le besoin en fonds de roulement liés à la création ou au développement de l'association bénéficiaire). Il consiste en l'octroi d'un apport en fonds associatif avec droit de reprise mise en place directement par France Active (initialement) ou via son Réseau France Active.

Inscrits en immobilisations financières, les contrats d'apport ont pour contrepartie, au passif en fonds propres, des subventions et des contrats d'apports faisant l'objet de conventions de financement. Il convient de noter que certains contrats d'apport ont été consentis sur les fonds propres de l'association France Active.

Concernant les pertes et les dépréciations sur ces outils d'intervention, considérés comme non renouvelables par l'association France Active, la règle générale présentée ci-avant s'applique :

- Les dépréciations et les pertes sur les contrats d'apports consentis sur fonds propres impactent le résultat de l'association.
- Pour les contrats d'apport financés par des fonds propres avec droit de reprise, l'irrecouvrabilité (perte) ou la dépréciation ont pour contrepartie directe la consommation des fonds propres les finançant (inscrits au passif), sans utilisation de comptes de charges (perte / dotation provision) ou de produits (reprise provision). Depuis 2010, l'évaluation des dépréciations sur les contrats d'apport associatifs a été affinée, notamment sur les contrats d'apport co-dotés. Ainsi, ces contrats ont été provisionnés sur la base du rapport entre la co-dotation versée par FA et le total des co-dotations reçues par le Fonds territorial gestionnaire des contrats d'apport.

3.2 Fonds propres, Réserves, Résultats

✧ Cf. Tableaux de variation des fonds propres et autres fonds

France ACTIVE a bénéficié, dans le cadre du dispositif PRS (Prêt Relève Solidaire), de nouveaux fonds propres avec droits de reprise pour un montant total de 7 765 K€.

Ces fonds sont restituables au terme de la convention soit au plus tard le 30 juin 2025, déduction faite du montant des sinistres éventuels,

Le droit de reprise pourra être exercée en cas d'utilisation des fonds non conforme à l'objet défini dans la convention (article 3) ou en cas de dissolution de l'association France ACTIVE.

3.3 Emprunts et dettes financières diverses

✧ Cf. Etat des échéances des dettes

Dans le cadre de l'activité de garantie qui était initialement réalisée directement par l'association France Active, sont regroupés dans le poste « emprunts et dettes financières » :

Les cautions pour mutualisation des sinistres : Dans ce compte de mutualisation était inscrit l'ensemble des sommes retenues aux contractants de prêts lors de l'accord de garantie par France Active.

Les dépôts des associations territoriales pour la constitution des fonds de garantie : Il s'agit de l'ensemble des dotations au fonds de garantie, augmentées des intérêts arrêtés au 31 décembre et nettes des sinistres éventuels et des commissions BPI.

3.4 Provisions inscrites au bilan

✧ Cf. Tableaux des provisions inscrites au bilan

Les provisions pour dépréciation des autres immobilisations financières

Elles concernent les immobilisations découlant des activités financières effectuées sur fonds propres de l'association. Le traitement comptable de ces provisions pour dépréciation a été ci avant exposé (§ 1.2 et 2.2).

Les provisions pour risques et charges

La comptabilisation des provisions pour risques et charges a été effectuée dans le respect du règlement ANC 2018-06 et des conditions stipulées par le Plan Comptable Général du règlement CRC n°2000-06 relatif aux passifs et aux provisions pour risques et charges.

Les provisions pour risques et charges s'analysent en :

- Provision relative à l'activité de garantie gérée par France Active en direct. La provision est évaluée à 100 % du risque final pouvant être supporté par France Active, dès que les organismes bancaires informent l'association des difficultés de recouvrement sur les prêts bancaires garantis (notations des risques encourus).
- Provisions sur les lignes de garantie gérées par le Crédit Coopératif au titre des E.T.T.I. en partenariat avec les organismes C.N.E.I. et C.O.O.R.A.C.E. : France Active prend en charge 12,5 % des sinistres constatés.
- Une provision est dotée à concurrence de 12,5% du plafond de risque sur les encours douteux signalés par le Crédit Coopératif et ce, dans la limite de 114 336 € par garantie accordée.
- Provision pour risque sur la subvention accordée par le FSE pour l'exercice 2020 et 2019 a été constituée à hauteur de 20% du montant contractualisé. La provision sur les subventions FSE Professionnalisation 2016 à 2018 s'élève à 20% du montant compte tenu de l'état d'avancement de traitement des subventions.
- La programmation FSE 2021-2022.
- La programmation Acces + V1 et V2.
- La provision pour indemnité de fin de carrière.

3.5 Subventions d'investissements

✧ Cf. Tableau des subventions d'investissements

Il s'agit d'une subvention d'investissement consentie par le DGEFP d'un montant de 656K€ pour une durée de 12 mois à compter du 01/10/2021. Elle a été octroyée dans le cadre d'un financement pour accroître le recours aux outils numériques pour fluidifier le parcours d'un entrepreneur accompagné ; offrir une meilleure qualité de service ; accélérer la digitalisation des process et des outils pour adapter la réponse apportée aux entrepreneurs, aux besoins spécifiques liés au contexte de crise et de relance de l'activité.

3.6 Fonds dédiés

✧ Cf. Tableaux de suivi de fonds dédiés

A la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pu encore être utilisée est inscrite en charges en « engagements à réaliser sur ressources affectées » et au passif du bilan en « fonds dédiés ». Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs ».

Avec cette technique, les ressources non consommées sont « neutralisées » dans le compte de résultat et ne sont donc pas des éléments constitutifs d'excédents.

3.7 Dettes

✧ Cf. Etat des échéances des dettes et Détail des dettes et des charges à payer

Principalement, nous relevons :

- Le poste « Dettes fournisseurs » qui enregistre les factures d'achats non réglées au 31 décembre 2023 et les factures fournisseurs non reçues, mais qui concernent des dépenses qui sont à rattacher à l'exercice clos,
- Le poste « Dettes fiscales et sociales » comporte essentiellement les impôts commerciaux,
- Le poste « Autres dettes » regroupe essentiellement des billets à ordre, des remboursements à effectuer à des financeurs, aux structures partenaires dans le cadre des activités menées, le provisionnement des loyers, ainsi que des subventions à verser aux AT.

3.8 Créances

✧ Cf. Etat des échéances des créances et Détail des créances et des produits à recevoir

Principalement, nous relevons :

- Les subventions publiques et privées restant à recevoir,
- Les créances sur les structures partenaires (FAG, FAFI, FAI)

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

4.1 Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations

Les cotisations appelées par l'association France ACTIVE correspondent à des cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale et la réception de publication. Elles sont comptabilisées en produit sur la base de l'appel de cotisation annuel réalisé.

4.2 Participation aux frais de fonctionnement du groupement d'employeurs GEFA

✧ Responsabilité et solidarité entre membres du groupement

France Active, membre utilisateur adhérent du groupement d'employeurs, est responsable, pour chaque salarié mis à disposition, des conditions d'exécution du travail telles que déterminées par les dispositions légales en vigueur, la convention collective applicable au sein du Groupement (durée du travail, repos hebdomadaire, jours fériés et liés à la réduction du temps de travail, à l'hygiène et à la sécurité, accidents du travail...). Conformément à la loi du 25 juillet 1985, tous les membres du Groupement sont solidairement responsables des dettes salariales et sociales du Groupement.

✧ Incidences comptables et impact sur la présentation des comptes annuels

Compte tenu de la responsabilité vis-à-vis des salariés et de la solidarité qui demeurent à l'égard des membres d'un groupement d'employeurs utilisateurs (cf. ci-dessus), les contributions financières versées à GEFA ont été ventilées et inscrites dans les comptes de France Active en fonction de la nature des dépenses couvertes.

Ces modalités d'enregistrement ont pour conséquence de ventiler la contribution versée par chaque membre du groupement, à raison de l'utilisation réelle des moyens humains mis à sa disposition et des coûts réels supportés par le groupement, dans le poste « Autres achats et Charges externes » du compte de résultat.

✧ Répartition des frais de fonctionnement

La répartition des frais de fonctionnement du groupement d'employeurs, pour l'exercice, entre France Active, FAI, FAG et FAFI a été effectuée, conformément aux statuts et au règlement intérieur du groupement, et selon des modalités fixées lors des réunions de ses organes directeurs. France Active, FAI, FAG et FAFI ont pris acte de cette répartition.

4.3 Traitement des participations aux frais communs

✧ Cf. Etat des principales ressources d'exploitation de l'association - Tableaux de variation des fonds propres et autres fonds -

Avec ses outils techniques et juridiques (FAG, FAI, FAFI), France Active partage des moyens techniques et des locaux. A ce titre, l'association reçoit des participations de frais commun

réglées à l'euro des structures FAI, FAG et FAFI. Ces participations sont inscrites dans le poste « autres produits d'exploitation ».

4.4 Traitement des conventions de financement

✧ Cf. Etat des principales ressources d'exploitation de l'association

LES SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT : Elles sont comprises dans les produits de l'association lorsque cette dernière a reçu une notification d'un partenaire financier et/ou une convention de financement a été signée entre les parties. Dans le cas où il existerait des conditions suspensives, les subventions ne sont enregistrées en produits qu'à la levée de ces conditions.

Les subventions de fonctionnement accordées pour plusieurs exercices à l'association sont réparties en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut prorata temporis. La partie rattachée à des exercices futurs est inscrite en « produits constatés d'avance ».

Les subventions de fonctionnement permettent de financer notamment :

L'ACTIVITÉ TÊTE DE RÉSEAU - Les actions d'expérimentation, de formation, d'animation et de mise en place outils et de démarches, les missions d'accompagnement et d'expertise sont financées par des subventions de fonctionnement de divers partenaires dont le Fonds Social Européen à qui il est communiqué annuellement un bilan des activités exercées. Les dépenses et les financements liés à ces actions sont intégralement inscrits dans le compte résultat.

L'ACTIVITÉ DU RÉSEAU - France Active est signataire de la convention cadre de gestion du fonds de garantie d'Etat, le FOGEFI, avec l'Etat et France Active Garantie. France Active contribue au développement du fonds de garantie par la mobilisation de son réseau dans le cadre de l'activité d'accompagnement des entrepreneurs engagés. A ce titre, elle reçoit des frais d'expertise sous forme de subvention qu'elle reverse intégralement au Fonds de Contribution du Réseau. Ce fonds rétribue les Associations territoriales, membres du réseau France Active, sous forme de barème. Ce barème, mis en place en 2018, rétribue les Associations territoriales en fonction des projets accompagnés et non en fonction des produits mis en place : plus le projet est engagé ou complexe, meilleure est la rémunération.

4.5 Le traitement des dons manuels

Les dons manuels, sommes d'argent reçues par l'association, sont en produits d'exploitation, l'association recevant régulièrement des dons manuels.

Pour le rattachement de ces produits à l'exercice, la règle de comptabilisation est fonction de la période de réception (dons encaissés – cohérence avec l'émission des reçus fiscaux) ou de la période inscrite dans les conventions de mécénat signées, des accords sur l'octroi des dons.

Les autres dons manuels perçus par l'association au cours de l'exercice 2023 n'étaient pas affectés à un projet déterminé. Ils n'ont donc pas été comptabilisés en apport mais enregistrés directement en compte de résultat.

4.6 Contributions volontaires

Les contributions volontaires sont des actes par lesquels une personne physique ou morale fournit à titre gratuit à une association, un travail, des biens ou autres services. Les contributions volontaires en nature n'entraînent pas de flux financiers puisqu'elles sont gratuites.

En 2023, France ACTIVE a comptabilisé des contributions volontaires en nature pour un montant total de 232 113 €.

Elles sont relatives à :

- Bénévolat pour un montant de 11 458 euros
- Prestations en nature pour un montant de 220 654 euros

4.7 Opérations Exceptionnelles

Cf. Tableaux détail produits et charges exceptionnels

V. AUTRES INFORMATIONS

5.1 Engagements hors bilan

ENGAGEMENTS DONNÉS HORS BILAN – ACTIVITÉS DE GARANTIE

✧ Cf. Tableau des engagements Hors Bilan.

Pour les lignes de garantie gérées en direct par France Active : les engagements donnés hors-bilan découlent des conventions de constitution de fonds de garantie dans lesquelles France Active s'est engagée à mobiliser sur ses fonds propres des dotations pour la création de lignes en partenariat avec des relais locaux.

Pour l'activité de garantie par l'intermédiaire de la SA France Active Garantie : les engagements donnés hors-bilan proviennent des conventions tripartites pour les dotations de lignes de garantie logées chez FAG. En effet, France Active ne verse sa quote-part de dotation que lorsque le partenaire a versé la sienne.

Pour l'activité de contre-garantie au titre des E.T.T.I. France Active a un engagement maximal de 12,5 % du risque global des garanties délivrées par la B.F.C.C. dans la limite de 114 336 € par garantie accordée (COORACE et CNEI).

Il est rappelé que des provisions pour risques et charges sont dotées pour concrétiser les appels en garantie éventuels identifiés au 31/12/2023.

ENGAGEMENTS DONNÉS HORS BILAN – CONTRATS D'APPORT :

✧ Cf. Tableau des engagements Hors Bilan

Ces engagements concernent les droits de tirage alloués aux associations territoriales afin que ces derniers puissent accorder des contrats d'apports sous condition de retour à leur public.

ENGAGEMENTS REÇUS HORS BILAN – GARANTIE BANCAIRE AUTONOME À 1ÈRE DEMANDE-CRÉDIT COOPÉRATIF :

✧ Cf. Tableau des engagements Hors Bilan

Le Crédit Coopératif s'est engagé à verser à première demande du bailleur de France Active toute somme dont ce dernier exigerait pour le paiement d'un montant correspondant qui représenterait au maximum un quart du loyer annuel HT et hors charges.

ENGAGEMENTS PRIS EN MATIÈRE D'INDEMNITÉ DE FIN DE CARRIÈRE :

Le groupement d'employeurs GEFA a calculé au 31 décembre 2023 via la méthode dite du corridor une provision pour Indemnité de Fin de Carrière (IFC) s'élevant dans sa globalité à 74 429 euros. La quote-part de FA sur 2023 pour les engagements pris par le GEFA a été comptabilisée à hauteur de 36 359 euros.

L'IFC résulte du calcul de la probabilité de présence des collaborateurs en CDI au sein du GEFA au moment de leur départ à la retraite. Les éléments pris en compte sont la table de mortalité, le turn-over (moyenne des turn-over des 5 dernières années / Personnes en CDI / sortie à l'initiative du salarié uniquement) et le montant des droits à indemnités.

5.2 Commissaires aux comptes

HONORAIRES COMMISSAIRES AUX COMPTES :

Contrôle légal des comptes : 20,6 K€ HT.

ANNEXES

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	8 034 684		1 356 665
TOTAL immobilisations incorporelles :	8 034 684		1 356 665
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers	688 697		101
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	50 777		29
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	739 474		130
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	7 262 951		124 832
Autres titres immobilisés	457		
Prêts et autres immobilisations financières	16 679 217		469 550
TOTAL immobilisations financières :	23 942 625		594 382
TOTAL GÉNÉRAL	32 716 783		1 951 177

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles		417 254	8 974 095	
TOTAL immobilisations incorporelles :		417 254	8 974 095	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Install. techn., matériel et out. industriels				
Inst. générales, agencements et divers			688 798	
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.			50 806	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :			739 604	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations			7 387 783	
Autres titres immobilisés			457	
Prêts et autres immo. financières		2 598 417	14 550 350	
TOTAL immobilisations financières :		2 598 417	21 938 590	
TOTAL GÉNÉRAL		3 015 671	31 652 290	

Amortissements

France Active

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 08/04/24
Devise d'édition EURO

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	4 805 018	1 033 405	487	5 837 936
TOTAL immobilisations incorporelles :	4 805 018	1 033 405	487	5 837 936
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techn. et outillage industriel				
Inst. générales, agencements et divers	80 294	68 885	2	149 176
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.	27 304	11 757	4	39 057
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	107 598	80 642	7	188 234
TOTAL GÉNÉRAL	4 912 616	1 114 047	493	6 026 170

Immobilisations Financières

France Active

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 08/04/24
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute fin exercice
TITRES DE PARTICIPATIONS	7 262 951	124 832		7 387 783
FAI	4 647 332			4 647 332
FAG	2 593 072	124 832		2 717 904
SA REPLIC				
INSERTION 62	7 622			7 622
SCA	14 925			14 925
Autres Titres immobilisés	457			457
Prêts	20 925			20 925
Autres immobilisations financières	16 658 292		2 128 867	14 529 425
Prêts d'honneur	179 257			179 257
Dépôts	142 889			142 889
Lignes de gar. chez FAG - Ligne FA				
Lignes de gar. chez FAG - Co-dotations FT	1 056 315		59 173	997 142
Lignes de gar. chez FAG - St Martin	230 000			230 000
Lignes de gar. chez FAG - PACA				
Lignes de gar. chez FAG - FA MACIF	(2 451)			(2 451)
Lignes chez FAG - FA CHAMPAGNE ARD.				
Lignes de gar. chez FAG - FA FAPE EDF				
Lignes de gar. chez FA - FA MACIF	209 939		42 914	167 025
BPS FDG A	(3 636)			(3 636)
Contrats apports alloués par FA via FT	545 797			545 797
Contrats apports alloués par FA ou via FT E				
Co-dotations de contrats d'apport des FT	2 825 181			2 825 181
Contrats d'apport FT - IDF	2 747 000			2 747 000
Contrats d'apport ANSP				
Contrats d'apport FA/FT KLESIA				
Contrats d'apport Rhône Alpes Active				
Contrats d'apport PRS	7 678 000,00		2 026 779	5 651 220,71
Contrats d'apport DASESS	1 050 000,00			1 050 000,00
TOTAL GÉNÉRAL	23 591 625	124 832	2 128 867	21 938 540

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute fin exercice
Provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges	1 451 212	809 282	6 465	2 254 028
Pour Litiges				
Pour reversement de subventions	1 224 218	807 958		2 032 176
Sur opérations de garantie	184 170	1 324		185 494
Pour engagement pris par le GEFA	42 824		6 465	36 358
Dépréciations	1 615 673	930 309		2 545 983
Des immos incorporelles				
Des immos corporelles				
Des titres de participation				
Des autres immos Fi avec dotation	571 914	38 003		609 917
Des autres immos Fi avec reprise des	1 043 759	892 306		1 936 066
Fonds Propres				
Des autres créances				
Autres dépréciations				
TOTAL GÉNÉRAL	3 066 885	1 739 591	6 465	4 800 011
Dont dotations :				
D'exploitation	34 992	1 324	6 465	29 851
Financières	3 024 061	1 739 591		4 763 653
Exceptionnelles				

État des Échéances des Créances et Dettes

France Active

Période du 01/01/23 au 31/12/23
 Edition du 08/04/24
 Devise d'édition EURO

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	20 925		20 925
Autres immobilisations financières	14 529 425		14 529 425
TOTAL de l'actif immobilisé :	14 550 350		14 550 350
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	2 854 836	2 854 836	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée	19 549	19 549	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers	9 109 637	9 109 637	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	5 276 544	5 276 544	
TOTAL de l'actif circulant :	17 260 566	17 206 701	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	336 214	336 214	

TOTAL GÉNÉRAL	32 147 130	17 596 780	14 550 350
----------------------	-------------------	-------------------	-------------------

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	395 788		395 788	
Fournisseurs et comptes rattachés	267 408	267 408		
Personnel et comptes rattachés	14	14		
Sécurité sociale et autres organismes				
Impôts sur les bénéfices	39 034	39 034		
Taxe sur la valeur ajoutée	167 754	167 754		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	7 032	7 032		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	8 638 928	8 638 928		
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	6 175 269	6 175 269		

TOTAL GÉNÉRAL	15 691 229	15 295 440	395 788	
----------------------	-------------------	-------------------	----------------	--

FRANCE ACTIVE

COMPTES ANNUELS AU 31/12/23

ANNEXE

Détail des dettes et charges à payer

	Exercice 2023	Exercice 2022
Fournisseurs	219 856,57	308 212,41
Fournisseurs - factures non parvenues	47 551,02	66 458,03
Dettes fiscales et sociales	213 820,86	267 756,85
- dettes salariales (notes de frais)		663,54
- Etat IS/TVA/CVAE/CFE	213 820,86	267 093,31
- FSE	-	-
Autres dettes	10 485 166,93	12 495 437,29
- barème FCAR à verser aux FT	607 653,00	879 599,00
- subventions FINES à verser aux FT	7 500,00	7 500,00
- subventions fonds de confiance à verser	-	-
- subventions expertises TPE	5 250,00	5 250,00
- aides remboursables FIDESS à reverser		
- Remboursements subventions non utilisées		
- dettes sur entités partenaires affiliés (GEFA / FAG / SIFA / FAFI)	1 988 649,03	652 007,30
- Billet à ordre / NATIXIS et autres	1 021 590,90	3 511 692,66
- autres dettes	6 854 524	7 439 388,33
TOTAUX	10 966 395,38	13 137 864,58

FRANCE ACTIVE		
COMPTES ANNUELS AU 31/12/2023		ANNEXE
Détail des créances et des produits à recevoir		
	Exercice 2023	Exercice 2022
Usagers et comptes rattachés	2 854 836,15	947 595,00
- factures en attente de règlement	187 050,00	717 754,00
- factures à établir	2 667 786,15	229 841,00
Autres créances	14 405 729,54	15 563 014,36
- subventions à recevoir (FSE / DGCS / CDC ...)	9 109 636,69	9 716 013,75
- produits à recevoir (FCS - Frais expertise)	2 781 444,00	3 243 871,00
- rémunérations sur les produits solidaires (FCP IE / FCP IEE / FCP IES)	-	-
- créances sur entités partenaires affiliés (GEFA / FAG / FAI / FAFI)	83 877,83	167 403,58
- dons à recevoir	-	-
- autres créances	576 906,00	2 195 971,58
- avoir à recevoir	-	-
- autres créances FCAR	1 800 000,00	150 000,00
- Avances et acomptes sur commandes	53 865,02	89 754,45
TOTAUX	17 260 565,69	16 510 609,36

Charges et Produits Constatés d'Avance

France Active

Période du01/01/23au 31/12/23

Edition du08/04/24

Devise d'éditionEURO

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	336 214	6 175 269
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	336 214	6 175 269

Tableau de variation des fonds propres et autres fonds

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute fin exercice
Fonds Propres sans droit de reprise	3 702 098			3 702 098
Réserves	9 103 781	310 737		9 414 518
Report à nouveau	5 008 282		17 506	4 990 776
Résultat de l'exercice	293 231	415 964	293 231	415 964
Fonds Propres avec droit de reprise Ecart de réévaluation	18 524 906 17 031	2 177 950	935 221	19 767 635 17 031
Subventions d'investissement	645 056		132 537	512 519
Total Fonds Propres	36 649 330	2 904 651	399 739	38 308 022

Détails des fonds propres sans droit de reprise

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute fin exercice
Dévolution de l'Association SCAFEM	129 582			129 582
Dévolution de l'Association SOCAUMAD	304 898			304 898
Dévolution de l'Association SOCAUMEUBLE	22 867			22 867
Apport CDC pour Fonds de Tréso	305 000			305 000
Fonds pour Aug. de capital FAI (dons)	1 577 751			1 577 751
Apport CDC pour redot. des fds territoriaux	532 000			532 000
Apport CAP JEUNES				
Apport Fds Innovation	830 000			830 000
Total Fonds Propres SDR	3 702 098			3 702 098

Détails des réserves affectées

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute fin exercice
Réserve contribution à l'action du réseau	406 883,45	310 737,00		717 620,45
Réserve pour risque sur l'emploi	1 280 000			1 280 000
Réserve pour garanties accordées	3 200 000			3 200 000
Réserve pour fonds de roulement	2 400 000			2 400 000
Réserve pour désengag contractuel	1 000 000			1 000 000
Fonds de réserve spécifique "Postes Fines"	312 000			312 000
Réserve facultative	504 898			504 898
Report à nouveau	5 008 282		17 506	4 990 776
Total Réserves affectées	14 112 063	310 737	17 506	14 405 294

Détails des fonds propres avec droit de reprise

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute fin exercice
Apport CDC	2 000 000			2 000 000
Apport IPCA	150 000			150 000
Apports PRS - Fond. France, MACIF, BNPP	5 587 500	2 177 950		7 765 450
Fds pour aug. capital FAI (Apports / Subv)	2 286 738			2 286 738
Fds pour Lignes de Garantie MACIF	343 946		42 914	301 031
Fds pour Lignes de Garantie ANSP	22 964			22 964
Fds de Contrats d'apport CDC	7 193 980			7 193 980
Fds de Contrats d'apport CDC - EJ				
Fds de Contrats d'apport IDF - codotations	2 770 000			2 770 000
Fds de Contrats d'apport RA				
Fds de Contrats d'apport ANSP				
Fds pour Lignes de Garantie BPS				
Avance Trésorerie FT	200 000			200 000
Apport KLESIA				
Apport FAPE EDF				
Total Fonds Propres ADR	20 555 128			22 690 163
Conso Fds Contrats apport CDC	(1 226 956)			(1 226 956)
Conso Fds Contrats apport PRS/DADESS				(1 585 342)
Conso Fds Contrats apport IDF	(105 843)			(105 843)
Conso SUBV CR IDF -CTX ALERTE				(4 386)
Conso Fds Contrats apport ANSP				
Total Consommation Fonds	(1 337 186)			(2 922 527)

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE

		A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
				Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation (1)								
Contributions financières d'autres organismes (1)								
Ressources liées à la générosité du public (1)								
	TOTAL							

(1) Les lignes sont à ventiler par projet ou catégorie de projet

FRANCE ACTIVE	COMPTES ANNUELS AU 31/12/2023	ANNEXE
---------------	-------------------------------	--------

Subventions d'investissements

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Subvention d'investissement <i>DGEFP</i>	645 056,49		132 537,83	512 518,66
TOTAL Montant nominal		-		
TOTAL Quotes-parts virées au résultat			132 537,83	

FRANCE ACTIVE	COMPTE ANNUEL AU 31/12/2023	ANNEXE
---------------	-----------------------------	--------

Détail des charges exceptionnelles		
Détail des charges exceptionnelles de l'exercice	Exercice 2023	Exercice 2022
Sur Opération de gestion	6 000	34 712,70
Régularisation Prorata de TVA		34 712,70
Sur Opérations en capital	23 207,89	
VNC des immobilisations cédées		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAUX	29 207,89	140 623,99

Détail des charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	Exercice 2023	Exercice 2022
Sur Opération de gestion	-	
Charges liées aux réajustements des subventions accordées		
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs diverses		
Charges exceptionnelles sur régularisations fiscales		
Pénalités et amendes fiscales		
Sur Opérations en capital	-	-
TOTAUX	-	

FRANCE ACTIVE	COMPTE ANNUEL AU 31/12/2023	ANNEXE
---------------	-----------------------------	--------

Détail des produits exceptionnels		
Détail des produits exceptionnels de l'exercice	Exercice 2023	Exercice 2022
Sur Opération de gestion		
Régularisation prorata de TVA		
Produits liés à des réajustements de subventions		
Divers		
Sur Opérations en capital	132 537,83	
Quote part SUBV INVESTISSEMENT vire au compte de résultat	132 537,83	
Régularisation prorata de TVA		61 390,00
TOTAUX	132 537,83	61 390,00

Détail des produits exceptionnels sur exercices antérieurs	Exercice 2023	Exercice 2022
Sur Opération de gestion	-	-
Produits liés à des réajustements de subventions		
Sur Opérations en capital	-	-

FRANCE ACTIVE		ANNEXE	
Etat des principales ressources d'exploitation de l'association			
		Exercice 2023	Exercice 2022
Cotisations des membres		22 520,00	22 550,00
Dons manuels		61 521,28	39 350,76
Mécénat	FCP Partage	61 521,28	39 350,76
	MIROVA	700 000,00	
Contributions et soutiens affectés		1 966 000,00	1 902 000,00
	CAP JEUNES NATIONALE	0,00	0,00
	CAP JEUNES FAPE	0,00	0,00
	Fonds de confiance	0,00	0,00
	FCAR - Fonds de Contribution au Réseau	1 800 000,00	1 750 000,00
	ZRR	166 000,00	132 000,00
	Place de l'émergence	0,00	20 000,00
	URGENCESS	0,00	
	Pacte création jeunes	0,00	
	PRS	0,00	0,00
Subventions publiques - Etat	DASESS	0,00	0,00
		6 399 590,97	6 703 358,15
	DGEFP	1 236 000,00	2 100 000,00
	DGCS	0,00	120 000,00
	MINEFI	474 000,00	295 000,00
	DEETS	64 000,00	
	FCS	1 569 500,00	1 524 225,00
	CRDLA	278 995,99	194 000,22
	MAYOTTE	79 150,68	20 849,32
	CGET	0,00	0,00
	MOM	180 000,00	200 000,00
	CNAV	166 666,67	133 333,33
	HCESSIS	0,00	0,00
	Prefecture de GUYANE	0,00	40 446,31
	Collectivité territoriale de Guyane	33 698,63	19 500,00
	Ministère de la Jeunesse et des sports	0,00	0,00
	CANGT	20 000,00	0,00
	Région Occitanie	0,00	0,00
	ETAT	1 424 704,00	1 839 694,00
	Conseil régional de Guadeloupe	172 875,00	201 310,01
	CACL	0,00	15 000,00
Subventions publiques - Entreprises publiques		3 583 000,00	4 227 059,42
	CDC	1 733 000,00	2 158 559,42
	AFE	0,00	0,00
FCT	BPI	1 850 000,00	1 875 000,00
	ANCT	0,00	193 500,00
	FA MPA		
Subventions Entreprises et organismes privés		584 267,60	1 263 939,68
	Fondation CARREFOUR	48 958,00	119 309,66
	Fondation MACIF	174 850,00	94 039,43
	BNP	100 000,00	131 418,00
	CAP'JEUNE (gestion dossier)	0,00	
	FAPE EDF	78 118,35	231 947,12
	AZI	0,00	
	KLESIA	12 841,25	92 641,75
	OCVIA	0,00	16 522,00
	Fondation AVRIL	0,00	
	AGESICA	0,00	
	MALAKOFF MEDERIC	0,00	31 863,15
	HUMANIS	0,00	
	ZRR	166 000,00	
	MACIF SGAM	0,00	
	MAIF	3 500,00	154 726,92
	Fondation de France	0,00	230 892,46
	Danone	0,00	
	BDF	0,00	117 171,40
	CCOP	0,00	11 544,63
	AG2R	0,00	31 863,16
Subventions publiques -Europe		1 170 220,15	1 006 894,61
	Fonds Social Européen	1 170 220,15	1 006 894,61
	Vises		
Produits divers		2 652 126,29	2 470 627,23
	Dont refacturations frais locatifs	692 543,85	712 395,31
	Dont refacturations frais de structures	1 216 035,25	1 041 565,11
	Dont refacturations SI	395 000,00	
	Prestations de service, dont formation	80 009,36	24 500,00
	Prestations de service Humanis	0,00	
	Prestations de service Natixis Investment Managers International	136 000,00	688 804,50
	Subvention d'investissement	132 537,83	
	Ports et autres produits des activités annexes	0,00	
	Refacturation honoraires	0,00	3 360,00
	Refacturation voyages et déplacements	0,00	
	Produits de gestion courante	0,00	2,31
TOTAUX		16 439 246,29	17 635 779,89

FRANCE ACTIVE		
COMPTES ANNUELS AU 31/12/2023		ANNEXE
Subventions accordées - Outils d'intervention ES / FIDESS		
Subventions accordées par France Active	Exercice 2023	Exercice 2022
Subventions accordées et affectées au programme d'actions ES		
Subventions accordées et affectées au programme d'actions FDC		
Subventions accordées autres	1 907 442,00	3 747 281,00
Subventions accordées et affectées au programme d'actions TPE		
TOTAUX	1 907 442,00	3 747 281,00

FRANCE ACTIVE		
COMPTES ANNUELS AU 31/12/2023		ANNEXE
Engagements hors bilan		
Engagements donnés au 31/12/2023	Montant	
Avals, cautions et garanties	114 336,00	
Activité de garantie gérée en direct par France Active		
Activité de garantie par l'intermédiaire de la SA France Active Garantie		
Activité de contre-garantie au titre des E.T.T.I.	114 336,00	
Engagements de crédit-bail mobilier	0,00	
Engagements de crédit-bail immobilier	0,00	
Engagements en matière de pensions, retraites et assimilés	36 358,50	
<input checked="" type="checkbox"/> ce montant est entièrement comptabilisé en provisions pour risques et charges		
<input type="checkbox"/> ce montant est comptabilisé en partie pour :		
<input type="checkbox"/> ce montant n'est pas comptabilisé		
Autres engagements donnés	0,00	
Droits de tirage alloués aux fonds territoriaux sur contrats d'apport	0,00	
Engagements reçus au 31/12/2023	Montant	
Avals, cautions et garanties	91 500,00	
Garantie bancaire à 1ère demande du Crédit Coopératif pour règlement Loyers	91 500,00	
Autres engagements reçus	0,00	
Contre-garantie BPI sur l'activité de garantie gérée en direct par France Active		
Contre-garantie sur l'activité de garantie par l'intermédiaire de la SA France Active Garantie		